Pour nos salaires, pour les postes, pour nos conditions de travail : toutes et tous en grève le 26 janvier !

Tout nous conduit à l'exigence de plus d'éducation pour tous les jeunes dans un contexte où les inégalités continuent à se creuser et où les réformes menées par le ministre les aggravent. Les moyens consacrés à l'éducation ne sont pas à la hauteur des exigences, la situation sanitaire en est un révélateur flagrant. Afin de baisser les effectifs par classe à court et moyen terme et de prendre en compte l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail, il faut en urgence engager les recrutements nécessaires, notamment en recourant aux listes complémentaires. Si nos organisations partagent la préoccupation du maintien de l'ouverture des lieux scolaires, elles alertent cependant sur la nécessité d'anticiper l'ensemble des scenarii en fonction de l'évolution de la situation sanitaire. La mise en œuvre d'une protection renforcée des personnels et des élèves doit être planifiée dès à présent.

Dans le budget 2021, la nécessaire revalorisation des personnels ne trouve qu'une traduction minimale avec 400 millions d'euros prévus. C'est très peu pour les personnels, et de fait l'essentiel des mesures proposées pour 2021 ne concerneront qu'une minorité d'entre eux. Les AED et les AESH en particulier ne se voient rien proposer.

Les organisations exigent un budget qui renonce aux suppressions d'emplois et engage un rattrapage des pertes salariales subies, grâce à un plan pluriannuel de revalorisation et de création de postes pour répondre à tous les besoins, en commençant par les plus urgents.

Le Grenelle du ministre est inacceptable, d'autant plus qu'il vise à modifier en profondeur le fonctionnement de l'école, les missions et les statuts des enseignant-es. Nos organisations demandent la mise en œuvre d'une autre politique éducative que celle menée jusqu'à présent par le Ministre de l'Éducation Nationale.

Et pendant la pandémie, les réformes régressives continuent. D'une part, le ministère s'attaque à l'éducation prioritaire en projetant d'abandonner une politique de territoires au profit d'une contractualisation avec chaque école ou établissement scolaire. D'autre part, avec le projet de loi 4D le gouvernement veut engager une opération de déconstruction du service public d'éducation. Les organisations demandent le maintien des services et des personnels dans le cadre plein et entier de l'Education Nationale.

Les organisations appellent les personnels à poursuivre les mobilisations en cours, à s'engager dans l'action et à préparer une **grève le mardi 26 janvier** pour exiger des créations de postes, une autre politique éducative, des mesures significatives de revalorisation des salaires et des carrières dans l'éducation. Elles engagent les personnels à se réunir pour débattre localement et construire dès maintenant une dynamique de mobilisation par des actions et initiatives locales, motions et courriers collectifs auprès des IA-DASEN, des Recteurs, du gouvernement.